

12-1-2009

## André DJIFFAC K (dir.) (2007). Mongo Beti, Le Rebelle II

Hervé Tchumkam  
*University of Pennsylvania*

Follow this and additional works at: <https://crossworks.holycross.edu/pf>

 Part of the [French and Francophone Language and Literature Commons](#)

---

### Recommended Citation

Tchumkam, Hervé (2009) "André DJIFFAC K (dir.) (2007). Mongo Beti, Le Rebelle II," *Présence Francophone: Revue internationale de langue et de littérature*: Vol. 73 : No. 1 , Article 15.

Available at: <https://crossworks.holycross.edu/pf/vol73/iss1/15>

This Compte Rendu is brought to you for free and open access by CrossWorks. It has been accepted for inclusion in *Présence Francophone: Revue internationale de langue et de littérature* by an authorized editor of CrossWorks.

**André DJIFFACK (dir.) (2007). *Mongo Beti, Le Rebelle II*, Paris, Gallimard, 294 p.**

Ce deuxième opus des essais de Mongo Beti que propose André Djiffack est une véritable descente aux enfers de la postcolonie. Le Cameroun, puisqu'il s'agit bien de ce pays, par ailleurs pays natal de Mongo Beti, est passé au crible du regard critique de l'écrivain revenu d'un exil long d'une trentaine d'années. Il n'est absolument pas aisé de résumer les 34 essais que compte ce volume, mais il n'en reste pas moins clair qu'il se donne à lire comme le répertoire d'une autopsie du Cameroun à la fois colonial (Mongo Beti revient sur certains épisodes de la période coloniale) et post-indépendance (l'écrivain s'attaque aux vicissitudes du pouvoir politique en place, ainsi qu'à la coupe réglée sous laquelle ploie le Cameroun).

Tel que je le suggérais déjà dans mon compte rendu du premier volume du *Rebelle* (voir *Présence Francophone*, n° 71, 2008), on pourrait esquisser un regroupement de ces essais. S'il m'était donné de le faire, je proposerais les grands axes qui suivent : la radioscopie d'un Cameroun gravement malade avec l'avènement du multipartisme dans les années 1990 (essais 2, 6, 10, 12, 15, 18, 21, 27, 28 et 29) ; l'infatigable militantisme de l'écrivain et son « testament politique » (essais 1, 5, 8, 11, 13, 14, 16, 19, 23, 24, 25, 30 et 31) ; les hommages à la mémoire des grands militants pour la liberté au Cameroun (essais 11 et 17) ; le statut et les paramètres constitutifs de l'écrivain africain (essais 32 et 33) ; et enfin la désormais célèbre Françafrique (essais 7, 21, 22, 26 et 34). Cette classification reste certes discutable, mais elle permet à mon sens une meilleure recension du volume, de même qu'elle pourrait constituer les bases d'un syntagme herméneutique pertinent pour comprendre ces essais et les situer sur une échelle du temps. On constate ainsi que Mongo Beti, à l'image des fils du laboureur de la fable de La Fontaine, ne laisse nulle place où sa main ne passe et repasse. Le Soljenitsyne camerounais (d'ailleurs, il se prénommait aussi Alexandre !) passe en revue les réalités d'un pays qu'il apprend à redécouvrir après plus de 30 ans d'exil, tant au niveau des dysfonctionnements internes qu'à celui, autant sinon plus vicieux, de la sempiternelle « Main basse » de la France sur le Cameroun.

Lorsque Mongo Beti s'étend sur la condition postcoloniale au Cameroun, le lecteur est frappé non seulement par la précision des détails, mais également par la lucidité du regard que pose Mongo Beti sur l'enlisement politique du Cameroun, soumis qu'il est aux caprices d'un prince dément peut-être plus redoutable que le modèle qu'avait proposé Machiavel dans son ouvrage. Les essais de Mongo Beti sur cette question provoquent, démontrent et, sans le moindre doute, suggèrent la conclusion selon laquelle le Cameroun est un pays qui marche sur la tête. Mascarades électorales, violences légitimées, braderie des ressources du pays, héritage autoritaire

voire théocratique du pouvoir politique, brutalités policières, le chapelet est long qui peut résumer et caractériser les méthodes d'administration du Cameroun dont parle l'écrivain, entre les années 1990 et 1995. Sous la plume de Mongo Beti, le lecteur se voit offrir l'image d'un Cameroun où, à l'image de la Rome antique, le *justitium* s'est instauré. Seulement, comme l'attestent l'essai sur le Renouveau, celui dans lequel l'écrivain parle du monstre architectural qui trône au carrefour de la poste centrale à Yaoundé, ou encore ses réflexions sur la frénésie du pouvoir politique camerounais, Mongo Beti dévoile un Cameroun dans lequel, contrairement à la Rome antique où la suspension du droit était temporaire, le *justitium* est permanent. L'État d'exception est tant et si permanent que le Cameroun est devenu un État militaire, ainsi que le résume Mongo Beti à propos de son arrivée au Cameroun : « J'ai été choqué par l'accueil de la police de l'aéroport ; elle m'a soumis à une fouille humiliante, qui m'a montré que le Cameroun, comme on m'avait dit, était bien un régime policier » (63). En effet, la suspension du droit dans le pays d'Alexandre Bidiyi-Awala, de son vrai nom, place les citoyens camerounais dans une zone confuse entre droit et science politique. C'est donc réduits à leur pure expression biologique que les Camerounais qu'observe Mongo Beti se présentent. La situation que décrit Mongo Beti au sujet de la militarisation du Cameroun trouve un écho dans la pensée d'Achille Mbembe, quand il écrit : « Comment donc vivre quand le temps de mourir est passé, et alors même qu'il est interdit d'être vivant ? » (2000 : 257). Non seulement ils sont en situation d'objet de biopouvoir, mais les compatriotes de Mongo Beti sont également victimes d'une manipulation que dénonce l'écrivain. Dans sa « Lettre ouverte à [ses] sœurs et frères beti », l'enfant terrible d'Akometan met en garde celles et ceux qui tomberaient dans les pièges du pouvoir politique.

Cette lettre ouverte est un vibrant appel à l'amour et à l'intérêt commun, de même qu'un violent réquisitoire contre l'incitation au tribalisme, devenue, après la force militaire, l'arme sans doute la plus redoutable du pouvoir politique carnassier camerounais. On pourrait penser que la mise en garde de Mongo Beti est vétuste, mais on se tromperait fort bien. Il suffit pour s'en convaincre de penser à la très récente sortie catastrophique et maladroite des soi-disant « Élités du Mfoundi », tristement intitulée « Déclaration des forces vives du Mfoundi », commentée dans nombre de presses camerounaises (voir *Mutations* du 5 février 2008 ; *Le Jour* du 6 mars 2008 ; *Le Messenger* du 18 mars 2008, etc.). Sur ce point, la position de Mongo Beti est sans appel, et sa conclusion d'une pertinence inattaquable mérite d'être reprise ici dans son intégralité :

Renonçons donc enfin, chères sœurs, chers frères beti, à ces attitudes archaïques qui ne nous ont déjà fait perdre que trop de temps et qui pourraient nous précipiter demain dans le crime et la calamité. Marchons résolument la main dans la main avec nos frères de l'Ouest, fils comme nous et autant que nous de cette terre sacrée que nous ont léguée nos ancêtres communs [...] Je conclus ainsi : chères sœurs,

chers frères beti, ne vous laissez pas embarquer dans la galère d'une tentative de génocide contre vos frères de l'Ouest ou d'autres provinces. Cela ne vous rapporterait rien, sauf la honte pendant des siècles et le dégoût peut-être éternel de vos compatriotes. Honte et dégoût pour le nom beti, que nos ancêtres nous ont légué ruisselant d'une éclatante noblesse. Laissons la clique corrompue des dirigeants du Renouveau s'étouffer dans le précipice où s'accumulent ses échecs. Et que vienne sans tarder l'aube d'une ère fraternelle où les différentes ethnies camerounaises, sans renier leurs différences sans lesquelles notre personnalité serait trop fade, privilégieront quand même d'abord ce qui les unit. Cette aube-là sera aussi celle de notre pleine souveraineté, en un mot celle de la liberté (186-187).

C'est à ce niveau que peut être faite la jonction entre le diagnostic d'un Cameroun malade et la mise à nu des horreurs caractéristiques de la Françafrique. D'abord, Mongo Beti propose une explication de la condition postcoloniale au Cameroun qui se résumerait en la *malédiction aujoulatiste* : « [...] on ne comprend rien à ce qui se passe au Cameroun actuellement sans remonter jusqu'à l'aujoulatisme, qui, comme son nom l'indique, est la désastreuse politique menée chez nous par un certain Louis-Paul Aujoulat, médecin et missionnaire français, seul exemple d'un Blanc élu par le second collègue » (104). Ensuite, ce n'est certainement pas un hasard que, dans sa lettre ouverte à ses frères beti, Mongo Beti mentionne le génocide rwandais. S'il ne fait pas l'ombre d'un doute que l'horreur survenue au Rwanda en 1994 est la cause de l'incurie de certains leaders politiques de ce pays, il est par contre toujours difficile voire interdit dans certains cercles intellectuels d'évoquer la responsabilité de la France dans le génocide rwandais à travers son « Opération Turquoise » de maintien de la paix au Rwanda. C'est contre la même manipulation que Mongo Beti met en garde ses compatriotes, car s'il écrit sa lettre ouverte au début des années 1990, il n'ignore pas l'extermination des populations Bassa et Bamileke pendant les luttes nationalistes au tournant des années 1960<sup>1</sup>. Ces massacres se sont passés à la faveur de la création de camps, le camp étant entendu ici comme l'« espace biopolitique le plus absolu qui ait jamais été réalisé, où le pouvoir n'a en face de lui que la pure vie biologique sans aucune médiation » (Agamben, 2002 : 51). Au moment où les massacres font rage au Cameroun, sont assassinés Félix Moumié et Patrice Lumumba. Mongo Beti rend également hommage à ces martyrs de l'indépendance africaine, de même qu'à Thomas Sankara ou encore, pour rester au Cameroun, à Monseigneur Albert Ndongmo. On pourrait prolonger la signification de cet hommage à Albert Ndongmo en reprenant les mots d'Ambroise Kom en hommage à une autre victime de l'aujoulatisme camerounais contemporain, Jean Marc Ela, requiem paru dans *Le Messenger* du 26 janvier 2009. Selon Ambroise Kom, donc, « les raisons et les circonstances de son exil autant que les conditions de sa disparition doivent être méditées. Il s'agit d'un événement à inscrire en gras dans la colonne du lourd passif du Cameroun postcolonial ». Telle

<sup>1</sup> Pour plus de détails, regarder le documentaire « Cameroun. Autopsie d'une indépendance » de Gaëlle Le Roy et Valérie Osouf, Production France 5, 2007.

me semble être en effet la piste que suggère Mongo Beti, car, sans une « écriture du tombeau », le Cameroun et par extension l'Afrique ne pourront se donner un présent, gage de leur insertion dans la modernité s'il en est. L'héritage du legs laissé aux générations actuelles par les combattants pour la liberté intégrale du Cameroun : ainsi se présente l'attitude éthique qui doit présider, selon Mongo Beti, à toute contribution des Camerounais à l'édification de ce pays libre et juste dont Monseigneur Albert Ndongmo avait à peine osé rêver. L'ultime conclusion de ce volume peut être tirée : il appartient à la jeunesse camerounaise et africaine de refuser de laisser son histoire être écrite par les autres. De même, Mongo Beti, sous un masque à peine voilé, met en garde les écrivains africains contre le « néocolonialisme littéraire » dont Ferdinand Oyono et Calixthe Beyala seraient d'importants ambassadeurs.

L'unique reproche qui pourrait être formulé à l'endroit de l'éditeur du *Rebelle II* concerne la présence de la postface (la veuve de Mongo Beti y évoque la mémoire de l'écrivain disparu) dans ce volume. Or, elle aurait probablement trouvé meilleure place dans le troisième volume du *Rebelle* qui va des années 1995 à la mort de Mongo Beti en 2001. Cela étant dit, il demeure indiscutable que la contribution d'André Djiffack au corpus littéraire et intellectuel du Cameroun est immense. Ce deuxième volume du *Rebelle* est, au final, à la fois un riche corpus pour littéraires et politologues, et un excellent répertoire nécessaire à une meilleure compréhension de l'Afrique postcoloniale, approche qui se veut fondamentalement différente de cette « Afrique cauchemar » qui selon Ignacio Ramonet est une image « chère à certains intellectuels occidentaux revenus de tout » (2005 : 6). Ce livre est aussi un mode d'emploi de la dissidence, ainsi qu'un hymne à une autre Afrique, et, pour cette raison, devrait constituer un des passages obligés de tout chercheur sur l'Afrique, de quelque discipline de lettres et sciences sociales que ce soit. Tel peut se résumer le testament intellectuel de Mongo Beti qui ne méritait pas moins meilleure médiation, et qui nécessite une large diffusion, ainsi qu'une exploitation minutieuse. André Djiffack a réussi, chapeau !

**Hervé Tchumkam**  
University of Pennsylvania

## Références

AGAMBEN, Giorgio (2002). *Moyens sans fins. Notes sur la politique*, Paris, Rivages Poche.

MBEMBE, Achille (2000). *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.

RAMONET, Ignacio (2005). « Un continent en mutation », *Manière de voir*, Paris, n° 79, février-mars : 6-7.